



Depuis le 16 février, les rebelles du M23 ont pris le contrôle de la ville de Bukavu, dans le Sud-Kivu. HUGH KINSELLA CUNNINGHAM/GETTY IMAGES VIA AFP

« La question foncière est la cause historique des tensions en RDC »

GRANDS LACS La guerre dans l'est de la République démocratique du Congo connaît une nouvelle étape ces derniers mois. Le sociologue François Polet en analyse les enjeux et les fondements politiques.



Après avoir pris Goma fin janvier, puis Bukavu le 16 février, le groupe armé M23 poursuit, avec son allié rwandais, son offensive dans l'est de la RDC. Coordinateur du livre *Congo (RDC) : reproduction des prédateurs* (Syllepse) – dont les auteurs et autrices sont originaires –, le sociologue François Polet analyse les ressorts et les dynamiques à l'œuvre dans le conflit qui ravage à nouveau la région.

Le M23, créé en 2012, a repris son offensive depuis le début de l'année. Qui est ce groupe et quels sont ses objectifs ?

Il est complexe de répondre à cette question : le M23 est à la fois un groupe armé et un mouvement rebelle, dont la base est composée de Congolais rwandophones vivant

dans le Nord-Kivu et dont les revendications sont diverses vis-à-vis des autorités provinciales et nationales. C'est aussi un mouvement fortement influencé, voire téléguidé, par les autorités rwandaises, qui l'utilisent pour affirmer leur domination sécuritaire, militaire et économique, notamment sur les ressources naturelles.

La question minière est souvent mise en avant, mais reste selon vous à relativiser...

Absolument. L'enjeu économique est important, notamment pour l'or, même si en Europe on parle souvent du coltan. Mais il ne se résume pas aux mines, il existe aussi pour les routes et les flux commerciaux. Une autre simplification est de faire de ce conflit une simple répercussion du génocide rwandais : or des massacres avaient déjà eu lieu en 1993 dans le Nord-Kivu, qui avaient fait près de 10 000 morts. Il

existe une tension sociale historique dans cette province, et dans une moindre mesure dans celles du Sud-Kivu et de l'Ituri. Il y a différents facteurs historiques qui remontent jusqu'à la colonisation belge, liés notamment aux migrations de populations entre le Rwanda et l'est de la RDC, depuis les années 1940. Avec une tension politique et sociale, souvent liée à la terre.

Le sujet du foncier n'est pas souvent évoqué ; pourtant, il semble central...

Historiquement, c'est là la cause première de toutes les tensions : il y a différentes populations en compétition pour la terre, avec par-dessus des manipulations politiques, du côté congolais comme du côté rwandais. On peut également lire cela sous l'angle de la lutte des classes : il existe une bourgeoisie commerciale et politique, à la fois congolaise et rwandaise, qui dans les années 1970 à 1990 a accaparé des terres en corrompant les chefs coutumiers, spoliant ainsi les petits paysans. Cela a exacerbé les tensions à caractère ethnique.

Kigali avance toujours ce caractère ethnique avec la poursuite des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe hutu issu notamment des ex-responsables du génocide des Tutsis. Est-ce justifié ?

C'est le principal argument du Rwanda, considéré aujourd'hui comme un faux prétexte, car les FDLR ne représentent pas une menace. Ils ne sont plus que quelques centaines. Cependant, on ne peut balayer cet argument sécuritaire : le Rwanda est un petit pays, et l'histoire a montré que la crainte existe qu'un danger puisse apparaître dans la région. Le pouvoir rwandais est lui-même issu d'une rébellion armée qui trouve son origine dans un pays voisin et a mis fin au génocide en 1994. Mais cela ne saurait justifier l'intervention en RDC.

Le « risque de régionalisation » du conflit, notamment au Burundi, est-il réel ? Quels sont les objectifs militaires du M23 et de l'armée rwandaise ?

Ils sont difficiles à déterminer, et il n'y a pas de consensus entre ce que veulent le Rwanda d'une part et le M23 d'autre part, qui n'est pas juste une marionnette. Il existe une tension considérable entre le Rwanda et le Burundi depuis quatre ans, selon un scénario similaire : les pays rivaux cherchent à se déstabiliser par groupes armés interposés, comme le RED-Tabara burundais, retransmis dans le Sud-Kivu et qui a des liens avec le Kigali. Le M23, lui, a différents objectifs : vis-à-vis du pouvoir congolais à propos du respect de l'accord du 23 mars 2009 – d'où son nom –, ensuite la volonté de servir de bouclier à la communauté congolaise d'origine rwandaise, en particulier les Tutsis, objectivement discriminés. Enfin, il existe des revendications à l'échelle nationale depuis que Corneille Nangaa a fondé en 2023 l'Alliance du fleuve Congo, dont fait partie le M23. Il est celui qui a orchestré le hold-up électoral qui a porté Félix Tshisekedi au pouvoir en RDC, ce dont il prend prétexte aujourd'hui pour s'opposer à ce dernier. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR BENJAMIN KÖNING